

DIVERSITÉ DES LANGUES : DU BILAN GÉOPOLITIQUE À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

François Grin¹

Journée des langues de la Chancellerie fédérale
Berne, 11 septembre 2008

Version révisée, décembre 2008

© François Grin, Genève, 2008

1. Introduction

Voici deux ans, lors de la première *journée des langues* de la Chancellerie, nous avons abordé le domaine de l'économie des langues, d'abord pour présenter cette perspective un peu particulière sur les questions linguistiques, puis pour voir en quoi elle pouvait nous aider à analyser des problèmes de « langue-et-société » (les tirets visant à insister sur l'imbrication réciproque du linguistique et du sociétal), avant d'évaluer certains scénarios de politique linguistique.

Dans cette optique, nous avons, à cette occasion, examiné ensemble certains aspects de la 'gestion' du multilinguisme au sein de l'Union européenne. Plus précisément, nous avons critiqué le modèle dit « 1 + >2 », aux termes duquel il suffirait, pour garantir l'avenir radieux du multilinguisme, de s'assurer que tout Européen apprenne deux langues étrangères. En partant d'estimations du pourcentage d'interactions dans lesquelles l'intercommunication entre Européens serait réellement assurée, nous avons montré que ce « modèle 1+>2 » est fondamentalement instable, car il ne peut réellement garantir l'intercommunication que si tous les Européens finissent par apprendre la même langue étrangère – rendant de ce fait superflu l'apprentissage d'une deuxième langue étrangère. S'enclenche alors le mécanisme conjoint du « minimex » et de « l'apprentissage probabiliste des langues » aux termes duquel les personnes – de façon parfaitement compréhensible – convergent vers l'apprentissage d'une langue (en général l'anglais) qui acquiert peu à peu une position hégémonique.

Dans la présentation d'aujourd'hui, j'aimerais tenter d'élargir cette réflexion en l'intégrant à des considérations situées sur trois plans :

¹ Professeur d'économie, École de traduction et d'interprétation (ETI), Université de Genève.

1) les tendances démolinguistiques observables à l'heure actuelle confirment-elle le risque d'une dérive vers l'hégémonie linguistique – ou n'y a-t-il pas lieu de trop s'inquiéter ?

2) quelles sont les implications géopolitiques des tendances actuellement observables ?

3) quelles politiques « robustes » pouvons-nous proposer ? – questionnement où l'adjectif « robuste », emprunté à son acception en économétrie, signifie que les politiques à proposer doivent être capables de continuer à fonctionner même si les conditions externes évoluent (y compris, du reste, si elles évoluent dans un sens défavorable).

2) Diversité linguistique : quelques tendances majeures en ce début de 21^{ème} siècle

Je ne tenterai pas ici d'offrir un bilan des grandes tendances démolinguistiques actuelles ; un tel bilan peut être trouvé dans différents ouvrages récents (par ex. Martí *et al.*, 2005). Contentons-nous de quelques faits marquants illustrés par quelques chiffres, avant de tenter de voir si quelques tendances de fond s'en dégagent:

- on recense actuellement quelque 6900 langues différentes (dont 3,5% seulement originaires d'Europe), mais les douze principales langues – en termes démolinguistiques – suffisent à « couvrir » la moitié de la population mondiale, et on nous prédit l'extinction, au cours de ce siècle, de la moitié des langues du monde ;
- quelque 34% des résidents de l'Union européenne disent « connaître l'anglais à titre de langue étrangère », mais seul un quart de ces 34% dit avoir un très bon niveau, ce qui revient à 8,16% des Européens ; et en même temps, en Angleterre, l'abandon de l'exigence d'une L2 dans le cursus scolaire des 14-16 ans a entraîné, en 6 ans, une chute de 36% du nombre de ceux qui étudient l'allemand (-37% pour le français).
- On s'accorde à considérer que la mondialisation « diversifie » le tissu linguistique et culturel de (pratiquement) tous les pays du monde. Cette diversification est toutefois très inégale selon le lieu et l'échelle considérée (par exemple, en Angleterre, quelque 12,5% des élèves (au niveaux primaire et secondaire) ont une L1 autre que l'anglais, mais à Genève, ce taux dépasse les 40%.

Il ne s'agit là que de quelques illustrations de tendances démolinguistiques actuelles, qu'il convient naturellement de confronter à un éventail d'informations plus large. Mais s'il est très difficile de synthétiser des tendances qui s'alimentent à des processus sociaux, politiques et économiques eux-mêmes fort complexes, nous pouvons tout de même mettre en évidence les points suivants :

1) progression de l'anglais comme principale langue seconde pour un nombre croissant de personnes à travers le monde ;

2) croissance concomitante, dans certaines régions, de l'importance de certaines langues, également comme langues secondes à usage véhiculaire ou intercommunautaire (espagnol aux États-Unis, hausa au Nigeria, kiSwahili en Afrique orientale) ;

3) poursuite du déclin des langues minoritaires avec, dans les cas les plus graves, disparition des derniers locuteurs (ou du moins : des derniers locuteurs natifs) de diverses langues amérindiennes ou sibériennes. Il y a quelques cas de raffermissement des langues minoritaires, mais ils doivent plutôt être vus comme des exceptions (le gallois et le basque, par exemple) ; ces exceptions sont parfois liées au fait qu'il s'agit de langues au potentiel démographique somme toute non-négligeable, comme le catalan et le galicien. Entre deux, on rencontre un certain nombre de situations préoccupantes (par exemple l'irlandais, le frioulan et, en Suisse même, le romanche) ;

4) présence accrue, dans les grandes villes en particulier, d'une variété de langues qui en étaient jusque là absentes : c'est l'effet, tout simplement, de la migration.

Sur la base de ces quatre constats, on peut être tenté de dire que la diversité linguistique *diminue* (pour preuve : la diffusion de l'anglais, la « mort » des petites langues) ; ou au contraire que la diversité linguistique *augmente* (pour preuve : la variété croissante des langues qu'on peut entendre dans les grands centres urbains).

Il est probable que l'on ait affaire à la fois à l'un *et* à l'autre, et l'apparent paradoxe qui en résulte peut être résolu en introduisant une distinction entre le plan objectif et le plan subjectif.

Sur le plan objectif, il ne fait guère de doute que le nombre total de langues utilisées à travers le monde est en déclin – ou, pour le dire de façon différente, la diversité *objective* diminue. Mais sur le plan subjectif, c'est-à-dire sur le plan des perceptions des acteurs sociaux, l'immense majorité des citoyens du monde est confrontée à davantage de diversité linguistique aujourd'hui, au quotidien, que ne l'était la génération de ses grands-parents, et même de ses parents – pour le dire de façon différente, la diversité *subjective* s'accroît.

Dès lors, on pourrait se dire qu'il ne se passe rien de majeur ni de dramatique. Ceux qui croient que la convergence vers une langue commune favorise la prospérité mondiale et la paix entre les peuples se réjouiront de la diffusion mondiale de l'anglais. Ceux qui (tout comme moi) attachent de la valeur à la diversité linguistique en tant que telle, et qui considèrent qu'elle contribue à la

« soutenabilité » des sociétés humaines, trouveront la situation dangereuse, mais peut-être peuvent-ils se consoler en écoutant la variété des langues que, de nos jours, on peut entendre dans les transports publics de n'importe quelle ville, même de taille moyenne ?

Bref, y a-t-il lieu d'être préoccupé ? C'est la question que je vous propose d'aborder dans la section suivante.

3. Uniformité vs diversité: des risques non-négligeables

Je crois qu'on aurait tort de prendre les choses à la légère, et de s'imaginer que l'accroissement de la diversité subjective compense d'une façon ou d'une autre le déclin de la diversité objective. En effet, il faut tenir compte des effets suivants :

1) commençons par un constat de simple logique : la diversité subjective ne peut exister que *sur la base* d'une diversité objective. Si cette dernière décline, la première s'érode – et à long terme, peut être sérieusement remise en cause. Il existe certes des cas d'émergence de nouvelles diversités, mais ceux-ci ne donnent pas lieu, tant s'en faut à l'apparition de nouvelles langues. Dès lors, l'accroissement de la diversité linguistique perçue dans notre quotidien risquerait de n'être qu'un phénomène transitoire ;

2) l'accroissement de la diversité subjective peut être trompeur et masquer des effets d'uniformisation. Pour l'expliquer, risquons un parallèle avec une question environnementale :

La prise de conscience de l'importance de la biodiversité a conduit les autorités, notamment en Suisse, à modifier leurs politiques agricoles. On encourage donc les paysans à contribuer à la biodiversité non seulement en laissant certaines surfaces en jachère, mais en y laissant pousser différentes fleurs des champs, comme dans une prairie naturelle. Bien entendu, après une récolte de blé, par exemple, les paysans doivent commencer par ensemercer les champs en question. Ils vont donc se fournir en semences chez des marchands qui leur proposent un mélange de graines de diverses graminées et fleurs des champs. Cela redonne ainsi naissance à des prairies d'apparence « naturelle », d'où une impression de biodiversité. Mais cette impression est trompeuse. Car en effet, les marchands de semences ont *sélectionné* certaines graines (*une* sorte de bleuet, *une* sorte de scabieuse, *une* sorte de marguerite), et cette sélection va se retrouver sur *toutes* les prairies ainsiensemencées ! Et cela, au détriment non seulement des espèces non retenues dans cet assortiment, mais aussi des différentes variétés des espèces retenues. Les autres plantes se trouvent ainsi de plus en plus exclues et l'on arrive à ce résultat paradoxal : une mesure qui vise à soutenir la diversité contribue précisément à la mettre en danger !

Il se peut que l'on se trouve, en matière de diversité des langues, confronté à un phénomène comparable. En effet, la diversité est actuellement célébrée partout, et de nos jours, elle figure en bonne place sur l'icône du politiquement correct. Tout le monde en dit du bien, que ce soit la Commission européenne qui proteste régulièrement de son attachement au multilinguisme ou les discours

médiatiques entendus pendant la campagne 2008 pour la présidence des États-Unis, qui évoquent le caractère *post-racial* et *post-ethnique* du paysage social du pays, caractère dont Barack Obama lui-même serait l'incarnation.

Mais cette omniprésente diversité, que contient-elle réellement ? Dans quelle mesure n'est-elle pas aseptisée, mercantilisée et, en fin de compte, neutralisée ? Les exemples abondent qui doivent nous amener à nous poser cette question :

1) certes, la construction européenne permet aux Européens de différents pays, plus que jamais sans doute par le passé, de se rencontrer et d'amener chacun, dans l'échange avec les autres, leur langue et leur culture. Mais dans cet échange, la diversité est gadgetisée et souvent réduite à un consumérisme touristique superficiel. Je n'ai rien contre le tourisme, ni même contre l'exploitation marchande du patrimoine culturel de l'Europe. Mais j'en ai contre l'illusion qui voudrait nous faire croire que nous réussissons, par ces deux biais, à entretenir la diversité linguistique et culturelle de l'Europe.

Pour l'illustrer, une anecdote : j'arrivais la semaine passée à l'aéroport de Bratislava, et l'une des premières choses que j'ai faites a été de demander, au stand d'information situé dans le terminal, comment on disait en slovaque quelques mots tout simples et d'usage quotidien, comme « bonjour », « merci », « s'il vous plaît » et « désolé, je ne parle pas slovaque ». En effet, l'expérience montre que si l'on peut s'attendre à ce que les réceptionnistes d'un hôtel sachent l'anglais, on ne peut pas forcément en demander autant des chauffeurs de taxi, par exemple. Or la préposée au stand d'information de l'aéroport de Bratislava a été toute étonnée par ma demande, et m'a dit que j'étais le *premier* à lui demander quelques mots élémentaires de Slovaque. Apparemment, cela ne vient pas souvent à l'esprit de milliers d'autres voyageurs qui aboutissent dans cet aéroport (à moins que tous les étrangers aient appris quelques mots de slovaque avant de venir, mais cela me semble peu probable).

Si donc, dans cette nouvelle Europe, si merveilleusement diverse, il devient normal de voyager partout sans prendre en compte les diverses langues en présence et en se contentant de l'anglais, on peut se demander si l'intégration européenne contribue au multilinguisme, ou au contraire à l'uniformisation linguistique.

2) Cette première anecdote se double d'une seconde : si j'étais à Bratislava, c'était pour l'assemblée annuelle d'un groupe de chercheurs, réunis dans ce qu'on appelle (non sans optimisme) un « réseau d'excellence ». Ce réseau est financé par la Direction générale de la recherche de la Commission européenne. Il réunit plus d'une trentaine de partenaires, provenant de 14 États membres de l'Union (plus quelques équipes « hors-Europe » venant d'Asie, d'Amérique ou d'Australie). Je ne vous surprendrai pas beaucoup en vous disant que la langue de travail *unique* de ce réseau est l'anglais. Mais c'est quand même troublant, compte tenu du fait que le thème du réseau est la *diversité soutenable* – ou plus exactement « sustainable diversity ». Or visiblement, sauf quelques exceptions, les partenaires du réseau ne semblent pas frappés par le paradoxe qu'il y a à parler de diversité tout en *invisibilisant* les langues parlées par les différents

scientifiques présents. Je précise que l'anglais n'est la langue maternelle que de deux des 34 responsables d'équipes participantes.

Bien entendu, il ne s'agit là que d'anecdotes, mais elles sont abondantes – au point qu'on peut les systématiser dans un principe plus général, comme l'a fait le politologue néerlandais Abram de Swaan, dans *Words of the World* (2001), où il développe le concept de « centralité » d'une langue. Son explication tient en une formule choc : « the more languages, the more English ».

On risque donc d'aboutir à une diversité de façade, une « diversité Potemkine », à l'image des fameux « villages Potemkine » au 18^{ème} siècle – du nom d'un des favoris de l'impératrice Catherine II. Il circule différentes versions de cette histoire, mais voici la plus répandue : pour faire illusion sur l'ampleur du développement économique des vastes terres nouvellement conquises par la Russie sur le territoire de l'actuelle Ukraine, Potemkine faisait voyager le cortège de la tsarine dans de faux villages, où n'existaient en fait que des façades de maisons bâties exprès pour le passage de la souveraine, et où se tenaient, à titre de figurants, des soldats grimés en paysans.

Il faut donc se défier des apparences, et ne pas confondre une réelle pluralité des langues et des cultures avec une diversité superficielle et gadgetisée. Car si une partie de ce qu'on nous donne à voir comme diversité ne l'est pas véritablement, cela implique qu'en réalité, nous assistons à une convergence vers une uniformité croissante. Celle-ci s'exerce actuellement, dans le monde qui nous entoure, en faveur de l'anglais, mais le problème serait exactement le même si cette dominance privilégiait le français, l'allemand ou l'estonien. Car le problème n'est pas telle ou telle langue, mais l'uniformité.

Il y a toutes sortes de raisons de se défier de l'uniformité, que j'ai explorées ailleurs – et qui, soulignons-le, méritent d'être étudiées de plus près, de façon plus complète et détaillée. Nous n'avons pas le temps ici de passer en revue ces différentes raisons, et j'aimerais me contenter de dire quelques mots des inégalités qui résultent de l'oligarchie linguistique, et plus encore de l'hégémonie linguistique – quelles que soient la ou les langues au profit desquelles elles s'exercent.

J'ai déjà parlé ailleurs des transferts financiers considérables auxquels donne lieu la dominance de l'anglais dans le contexte de l'Union européenne ; je ne reviens pas sur cette question, mais pour mémoire, on parle au bas mot de 15 à 20 milliards d'Euros de transferts nets ou, si vous préférez, de purs et simples cadeaux, dont bénéficie le Royaume-Uni en résultat du simple fait que les autres États membres de l'Union concèdent à la langue anglaise une position dominante. Une des principales composantes de ce chiffre, c'est l'économie réalisée par le système éducatif britannique, dans lequel on ne fait plus sérieusement l'effort d'enseigner et d'apprendre des langues étrangères : cet

effort ne concerne plus guère qu'une minorité. Et cela économise des milliards d'Euros par an au système éducatif britannique.

Cependant, ce chiffre ne tient pas compte d'un effet important, qu'on pourrait appeler (en attendant une analyse plus approfondie) « l'effet de légitimité et de rhétorique ». Celui-ci tient au fait que quand une négociation ou un conflit (entre personnes de langues différentes) se déroule dans une langue X, parce que cette langue X est considérée comme le véhicule légitime et normal de l'interaction, les locuteurs natifs de la langue X se retrouvent automatiquement placés en situation privilégiée. À nouveau, que X soit l'anglais ou une autre langue ne change rien à l'affaire.

Le phénomène est difficile à délimiter, mais on en voit les conséquences sur divers plans, tels que :

- la distribution des tours de parole lors de rencontres plurilingues (ceux qui savent bien X, à commencer par ses locuteurs natifs, parlent plus et ont davantage d'impact sur les décisions prises) ;
- l'accès aux postes décisionnels au sein d'organisations ou de sociétés multinationales ;
- l'influence des référentiels (scientifiques, jurisprudentiels, etc.) élaborés en langue X.

Ces effets sont cités par différents auteurs, dont Phillipson (2003) ou Durand (2001), qui rapportent les propos tout à fait clairs de politiciens états-uniens ou britanniques, soulignant l'importance stratégique d'une promotion active de l'anglais. Celle-ci continue de nos jours, et va bien au-delà, soit dit en passant des efforts de la francophonie pour la promotion du français. À titre d'exemple, rappelons qu'en janvier 2008, le premier ministre Gordon Brown annonçait la formation et l'envoi à travers le monde de 750'000 professeurs d'anglais – au motif que nul ne devrait se voir « privé du droit » d'apprendre l'anglais.²

Le temps nous manque pour en faire l'analyse détaillée, mais il ne fait guère de doute que les enjeux sont géopolitiques (*cf.* à ce propos le numéro 97 (février/mars 2008) du périodique *Manière de voir*, supplément au mensuel français *Le Monde Diplomatique*). La langue est *toujours* politique, car celui qui réussit à placer sa langue en position de domination dans le monde, et surtout à légitimer cette domination, renforce sa domination sur le monde. C'est en quelque sorte le pendant géopolitique du *profit de distinction* étudié par Bourdieu dans son analyse des dimensions linguistiques de l'inégalité sociale.

4. Quelles solutions ?

À nouveau, certains pourront estimer :

² http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/7193681.stm

- 1) que la diversité des langues n'est pas réellement menacée ;
- 2) que si elle l'est, et qu'elle finit par s'éroder, ce ne serait pas une bien grosse perte pour l'humanité ;
- 3) que les inégalités et l'accaparement d'influence qui en résultent sont sans gravité.

Mais si l'on est en désaccord ne serait-ce qu'avec une seule de ces propositions, se pose immédiatement la question : que faire ? Quelles réponses apporter à ces développements ?

Là aussi, il faut commencer par écarter certaines fausses solutions, et se défier des fausses évidences. J'en avais signalé quelques unes lors de la *Journée des langues* 2006, mais les fausses évidences qui circulent dans le discours politique et médiatique sont nombreuses. Faute de temps pour les examiner toutes ici, j'en discuterai une seule, qui jouit ces temps-ci d'un certain succès – sans doute parce qu'elle est tellement simple, et surtout tellement rassurante. Il s'agit du mythe dit « English as a *lingua franca* » (ou ELF pour les intimes).

On peut *grosso modo* résumer la vulgate ELF de la façon suivante : au fur et à mesure que les non-anglophones adoptent l'anglais comme langue de communication internationale, ils transforment la langue et délégitiment la norme linguistique dominante. Sans nécessairement parler de « globish » (une autre illusion à la mode, car au fond, le globish *n'existe pas*, ou reste, au plus, un phénomène foncièrement anecdotique), les tenants *d'English as a lingua franca* prétendent – dans une logique très situationniste – que *quand* l'anglais est utilisé entre personnes de langues maternelles différentes, et qu'il est donc utilisé en tant que *lingua franca*, il ne fonctionne qu'à condition qu'il soit modifié dans une direction qui l'éloigne de la norme native (Seidlhofer, 2005). Passons sur les nombreux doutes que doit inspirer, sur le plan de la simple logique, le concept même *d'English as a lingua franca*, dont on ne sait jamais très bien si c'est censé être de l'anglais, ou une langue autre que l'anglais, ou une façon de parler l'anglais, ou le fait d'utiliser l'anglais dans un certain type de contexte (chez les théoriciens de l'ELF, le passage d'une définition à l'autre relève parfois presque de la transsubstantiation, et la littérature spécialisée sur ELF est à cet égard truffée d'ambiguïtés).

Mais il vaut la peine de mentionner une conclusion ahurissante des tenants *d'English as a lingua franca* : après avoir dit que dans un contexte d'ELF, les anglophones natifs doivent veiller à éviter d'employer un vocabulaire trop recherché, des tournures trop idiomatiques, ou des allusions culturelles trop spécifiques, ils affirment sans rire que les anglophones ne bénéficient par conséquent de plus aucun avantage face aux locuteurs non-natifs.

On croit rêver. Rappelons en effet que pour maîtriser l'anglais correctement, le germanophone ou le francophone *lambda* devra y consacrer 10'000 à 15'000 heures d'apprentissage soutenu – et encore, sans garantie d'atteindre le niveau

d'un anglophone natif (Piron, 1994). Par contre, pour un anglophone natif, un peu d'attention et un peu d'entraînement (avec, en complément éventuel, une formation exigeant une demi-journée, une journée au plus)³ suffisent à simplifier son expression orale ou écrite, et à la rendre ainsi accessible aux non natifs qui utilisent l'anglais « as a *lingua franca* ». Il n'y a tout simplement aucune commune mesure entre l'effort respectivement fourni par les uns et par les autres, et prétendre le contraire n'est pas seulement une erreur d'appréciation ou de mesure. Cela se rapproche d'une escroquerie intellectuelle (quelle que soit par ailleurs la sincérité de certains spécialistes d'*English as a lingua franca*). Et soit dit en passant, cela revient, en cachant l'hégémonie de l'anglais, à la légitimer. Soyons donc clair : le recours à *English as a lingua franca* ne résout pratiquement rien, et c'est ailleurs qu'il faut chercher des solutions.

Je ne chercherai pas ici à développer un plan d'ensemble pour un multilinguisme soutenable (organisationnellement, financièrement, etc.), car cette entreprise nous entraînerait fort loin : en effet, toute solution doit, en fait, être une *combinaison de solutions*, articulées de manière différenciée selon le contexte et les objectifs poursuivis. Mais j'aimerais conclure cette intervention en vous parlant d'un *élément* de solution, élément déjà évoqué lors de la *Journée des langues 2006*. Cet élément, c'est l'intercompréhension.

L'intercompréhension, c'est la capacité des locuteurs à comprendre, en s'appuyant sur les ressemblances avec leur propre langue maternelle, les personnes qui parlent ou écrivent une langue apparentée. Il s'agit de développer, des *compétences réceptives* dans des langues voisines, ce qui est possible au prix d'un investissement très modeste. Ainsi, un francophone non-préparé ne peut certes pas simplement se saisir d'un livre en italien et miraculeusement le comprendre. Mais avec un peu d'aide, si on lui fournit certaines « clefs » de passage d'une langue à l'autre (par exemple, en lui montrant la correspondance systématique entre les infinitifs *-are* en italien et *-er* en français [*mangiare* → *manger* ; *cominciare* → *commencer*]), un francophone peut apprendre à décoder des textes en italien et à en comprendre l'essentiel. C'est là un potentiel énorme et peu exploité, même dans le contexte suisse où il converge avec le principe du « chacun parle sa langue et est compris par les autres ». Il existe pourtant des programmes (dont le programme *EuRom4* de la Commission européenne) qui ont exploré de façon plus systématique les possibilités d'enseigner l'intercompréhension.

Voici près de deux ans, un colloque s'est tenu à Genève pour faire un point de situation sur l'intercompréhension. Ce colloque a par la suite donné lieu à un livre qui vient de paraître, livre dans lequel nous avons cherché non seulement à présenter des expériences d'enseignement de l'intercompréhension, mais aussi à tester sa solidité face à ce que nous disent les théories du langage, et à évaluer sa pertinence en tant qu'instrument d'une politique linguistique réellement orientée vers le multilinguisme (Conti et Grin, 2008).

³ L'auteur remercie le Prof. Stephen Hagen de lui avoir communiqué cette information.

Et c'est avec une illustration de cet aspect-là que j'aimerais conclure l'intervention d'aujourd'hui. En effet, on a fréquemment critiqué le multilinguisme visé par les institutions européennes au motif qu'il serait trop cher, ou trop compliqué, ou les deux. Eh bien soit, économisons, simplifions ! Et imaginons que l'on forme systématiquement à l'intercompréhension à l'intérieur de leur *groupe linguistique* les quelque 30'000 fonctionnaires et 750 parlementaires européens ; ainsi, les hispanophones se verraient donner des clefs de compréhension de l'italien, du portugais et du français ; les polonais seraient initiés au décodage du tchèque et du slovaque, etc. La définition de ce qu'est une langue « voisine » se discute, et j'en adopte ici une définition prudente, qui donne naissance, au sein des 23 langues officielles de l'Union, à douze « ensembles d'intercompréhension » (cf. tableau 1).

TABLEAU 1: VERSION FAIBLE DE L'INTERCOMPREHENSION

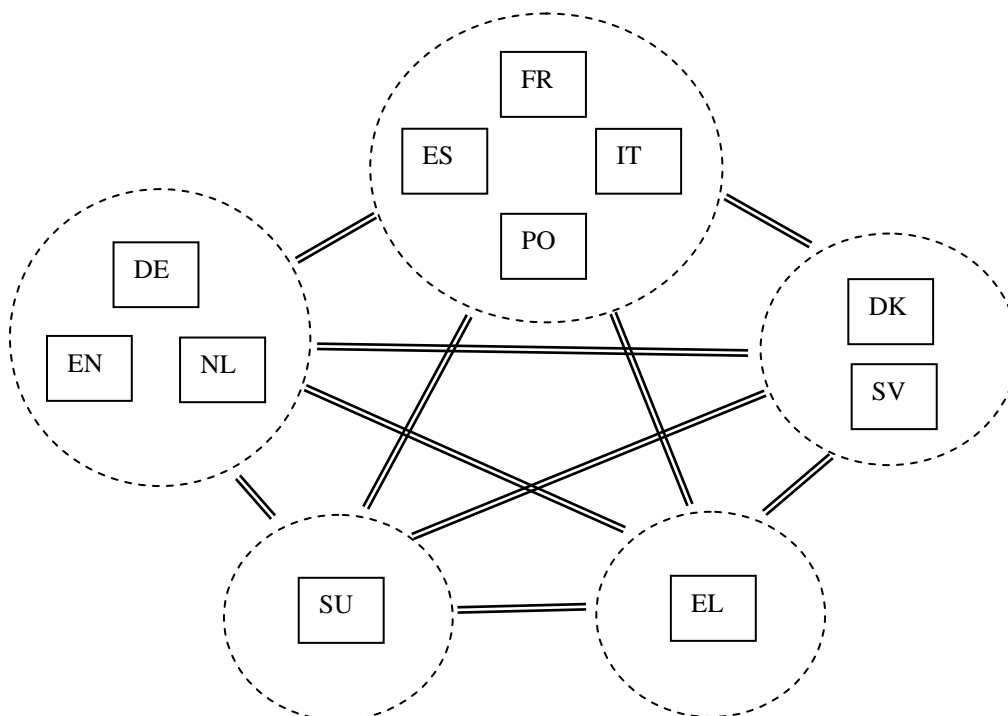
-
1. IE/langues romanes 1 : espagnol, français, italien, portugais
 2. IE langues romanes 2 : roumain
 3. IE/langues germaniques 1 : allemand, anglais, néerlandais
 4. IE/langues germaniques 2 : danois, suédois
 5. IE/langues slaves 1 (« nord ») : polonais, slovaque, tchèque
 6. IE/langues slaves 2 (« sud ») : bulgare, slovène
 7. IE/langues baltes : letton, lithuanien
 8. IE/langues celtiques : irlandais
 9. IE/autres langues : grec
 10. non-IE/langues finno-ougriennes 1: estonien, finnois
 11. non-IE/langues finno-ougriennes 2 : hongrois
 12. non-IE/autres: maltais
-

IE: Indo-européen

J'insiste sur le fait que ces regroupements ne servent qu'à développer l'argument, et que les ressemblances à l'intérieur de ces « groupes d'intercompréhension » sont changeantes et complexes. Mais voyons à présent quels effets cela produit sur la traduction parmi ces 23 langues.

Un texte rédigé en suédois n'aurait alors plus besoin d'être traduit en danois ; mais, plus important, il n'aurait lieu d'être traduit que dans *une* langue par groupe linguistique (une langue latine, une langue germanique « non-scandinave », une langue slave « du nord », une langue slave « du sud », etc.). On peut représenter cet allègement à l'aide d'un schéma. Mais comme un tel schéma, avec 23 langues, est presque illisible, la Fig. 1 propose cette représentation dans le cas à 11 langues officielles (qui prévalait jusqu'à l'élargissement du 1^{er} mai 2004) :

FIG. 1 : INTERCOMPRÉHENSION DANS UN ENSEMBLE À 11 LANGUES



Cela revient, en fin de compte, à économiser la moitié des traductions nécessaires. Inutile de dire que, tout en favorisant le multilinguisme, cela donne lieu à des économies considérables. Imaginons que l'on souhaite assurer un véritable multilinguisme au sein des institutions européennes, en autorisant l'utilisation des 23 langues officielles et de travail de l'Union non seulement lors des sessions parlementaires (où la présence des 23 langues est garantie), mais aussi dans le cadre du travail quotidien au sein de la Commission européenne. Ceci représenterait un coût considérable, qu'on peut, par simulation, situer entre 5 et 6 milliards d'Euros annuels. Grâce au recours à l'intercompréhension, on peut estimer que le coût de ce multilinguisme pourrait être réduit de € 2,6 md grâce au recours à l'intercompréhension (des estimations détaillées figurent dans Conti et Grin, 2008).

Certains – notamment les traducteurs que j'ai l'honneur de compter parmi mes collègues à l'Université de Genève – protesteront que ceci reviendrait à les priver de travail. Mais il n'en est rien, au contraire. D'abord parce que, faut-il le rappeler, l'intercompréhension n'a pas pour mission de se substituer à la traduction là où il faut *produire* des textes (avec l'intercompréhension, il ne s'agit que de les *comprendre*). Ensuite parce que le traducteur conserve son rôle quand il faut diffuser un texte d'un niveau de difficulté et de précision élevé. Mais la traduction reste essentielle parce que pour qu'un système

d'intercompréhension fonctionne bien, il doit être *accompagné*. Il s'agit plus précisément de mettre à disposition des utilisateurs un service souple, rapide et surtout disponible en tout temps d'*assistance linguistique* à la demande, service auquel tout fonctionnaire peut en fonction de ses besoins passer un coup de fil ou envoyer un courriel pour demander une aide ponctuelle dans la lecture de telle ou telle phrase d'un document qu'il doit lire dans une langue voisine. Dûment reconnu, un tel service d'assistance linguistique constituerait un débouché nouveau pour les traducteurs. Ceci n'est pas sans importance, à l'heure où l'on constate, par ailleurs, que les parcours professionnels des personnes formées en traduction deviennent de plus en plus variés. Et bien évidemment, cela serait aussi extrêmement utile à un grand nombre d'utilisateurs.

5. Conclusion provisoire

Face à des questions aussi mouvantes que celles de la dynamique des langues, toute conclusion ne peut être que provisoire. Mais il est certain que nous nous trouvons à un point crucial où des choix politiques et sociaux doivent être faits, qui auront un impact sensible sur l'avenir de la diversité des langues.

On peut croire, que ce soit à cause de la diversité ethnolinguistique croissante de nos villes, ou à cause des célébrations constantes du multilinguisme dans le discours de l'officialité européenne ou autre, que tout va bien et que la cause du multilinguisme est gagnée. Pour les raisons que j'ai exposées aujourd'hui, je crois que les choses ne sont pas si simples, et que le multilinguisme demeure un enjeu pour lequel il reste nécessaire de s'engager activement.

La Suisse bénéficie sur ce plan d'une expérience toute spéciale : nous savons que la diversité des langues et des cultures n'est pas chose facile, qu'il ne s'agit pas que d'un gadget, et que la préservation, sur le long terme, d'une véritable pluralité, exige un travail et une attention constantes. Prenons la pleine mesure de cette expérience, et appuyons-nous sur elle. Nous serons ainsi en mesure d'offrir une contribution à la construction d'un monde qui, tout en étant intégré, reste riche de sa diversité.

Références

Conti, Virginie et Grin, François (dir.), 2008 : *S'entendre entre langues voisines : vers l'intercompréhension*. Genève : Georg.

De Swaan, Abram, 2001 : *Words of the World*. Cambridge : Polity Press.

Durand, Charles, 2001: *La mise en place des monopoles du savoir*. Paris : L'Harmattan.

Martí, Félix *et al.*, 2006 : *Words and Worlds*. *World Languages Review*. Clevedon: Multilingual Matters.

Phillipson, Robert, 2003 : *English-Only Europe ?* Londres: Routledge.

Piron, Claude, 1994 : *Le défi des langues. Du gâchis au bon sens.* Paris : L'Harmattan.

Seidlhofer, Barbara, 2005 : "English as a lingua franca". In Hornby, A. S. (ed.). *Oxford advanced learner's dictionary of current English.* (7th edition). Oxford: Oxford University Press, R92.